

## Libéralisation des services sociaux : l'Europe ne doit pas servir de bouc émissaire !

Plus de deux années de négociations mobilisant la gauche européenne, l'ensemble des syndicats et le monde associatif ont été nécessaires à la modification en profondeur de la directive Services de 2004, dite «Bolkestein», proposée initialement par la Commission européenne. Le texte obtenu au terme de ce long travail consacrait notamment la suppression du fameux principe du pays d'origine, l'assurance que la directive ne toucherait en aucun cas le droit du travail des Etats membres, et l'exclusion d'un certain nombre de services comme la santé et les services sociaux; Or, le gouvernement français a remis en cause les garanties figurant dans cet accord de décembre 2006, lors de l'ultime phase de transposition en droit national, actuellement sur le point de s'achever. Ce choix politique est un acte isolé en Europe dans la mesure où l'écrasante majorité des autres Etats membres de l'Union ont adopté une conception large des services sociaux exclus du champ de la directive.

Pour ce faire, le gouvernement français s'est livré une fois de plus à un véritable déni démocratique en évitant d'ouvrir un débat public sur la transposition de la directive Services. Et ce alors qu'il s'agit d'une des législations les plus polémiques et les plus discutées dans l'histoire de la construction européenne. C'est donc sans débat et au nom de cette directive que la majorité s'apprête à appliquer les seules règles du marché à des services essentiels aux citoyens, comme la petite enfance et l'aide aux personnes âgées et handicapées. Les risques sont pourtant clairs : diminution du taux d'encadrement, procédures d'autorisation simplifiées à l'excès, et surtout dégradation de la qualité et de l'accessibilité de ces services...

Face à ces dangers qui sont devant nous, les groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat ont déposé une proposition de loi visant à sécuriser le fonctionnement et le financement des services sociaux, notamment auprès des collectivités territoriales. Le gouvernement s'est borné à qualifier cette initiative

d'«inutile» et «contre-productive». Ces arguments visant à détricoter le travail de l'ensemble des forces progressistes, tant au niveau national qu'europpéen, pour protéger les services sociaux sont malhonnêtes sur le fond et dénotent l'absence de courage politique. Pourquoi le gouvernement français ne s'est-il pas prévalu, comme l'écrasante majorité des gouvernements des autres Etats membres, des garanties et exclusions contenues dans la directive pour protéger les services sociaux ? Nous nous interrogeons sur les raisons de ce choix. Le gouvernement français semble avoir dé-cidé, envers et contre tout, de «marchandiser» une large part de nos politiques sociales. Cette stratégie est inadmissible car inefficace, anti-démocratique et dangereuse pour notre modèle social.

A l'heure de la transposition, nos trois groupes politiques – au Parlement européen, à l'Assemblée nationale et au Sénat – travaillent en étroite collaboration sur cette législation. Nous profitons du traité de Lisbonne et du renforcement des liens qu'il construit entre les Parlements nationaux et le Parlement européen pour renforcer nos synergies et accroître notre vigilance lors de l'étape cruciale de la transposition. Nous en appelons aujourd'hui au premier ministre pour qu'il se saisisse rapidement de ce sujet, et rende compte devant la représentation nationale des décisions relatives à la transposition de la directive Services. La marge de manœuvre dont dispose l'Etat français dans le cadre de la transposition en droit national est considérable. La responsabilité seule du gouvernement est engagée. L'Europe ne peut pas servir de prétexte à des politiques de libéralisation des services sociaux que la droite française ne souhaite pas assumer, mais auxquelles elle n'a pas renoncé.

Tirbune publiée dans *Le Monde* daté du 5 mai 2010 par Catherine Trautmann, présidente de la DSF, Jean-Pierre Bel président du groupe socialiste au Sénat et Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

## Europe

### Aide à la Grèce : «il était temps»

*Pour Pervenche Berès, «il était temps» de venir en aide à la Grèce. L'eurodéputée salue donc l'aide annoncée par le Conseil des Ministres des 27 dimanche 9 mai 2010. Cependant, pour la Rapportrice de la commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale du Parlement européen, on ne stoppera pas les causes de la crise tant que nous aurons «une gouvernance de la zone euro inachevée».*

**Touteurope.fr : Les 750 milliards d'euros d'aide alloués par les 27 à la Grèce vont-ils dans le bon sens ?**

**Pervenche Berès :** De toutes les manières, il était temps. C'est évidemment la décision qu'il fallait prendre et montrer au marché qu'il y avait une détermination à exercer la solidarité à l'intérieur de la zone euro.

Mais cette décision aurait pu être prise le 11 février dernier lorsqu'il y a eu un premier Conseil européen extraordinaire sous la responsabilité par M. Van Rompuy. Tous les éléments étaient là pour le faire. Coût de ce retard : on a laissé le terrain de jeu ouvert pour les marchés entre temps. Cela a considérablement aggravé la situation, et d'abord pour la Grèce.

Il faut que les mécanismes soient en place, qu'ils puissent permettre de faire face à une situation de crise. L'idée qu'en cas de crise le FMI intervienne pour une partie dans le dispositif ne me choque pas du tout, mais avec un équilibre entre le budget européen et celui du FMI.

Je suis frappée de voir les conditions demandées à la Grèce. Lors du plan de soutien aux banques à l'automne 2008, on a fixé aucune condition. Il faut le rappeler. Qu'il faille réformer les choses en Grèce, tout le monde en convient. Le paquet de réformes demandées à la Grèce doit faire l'objet d'une discussion.

Autre élément sur lequel je souhaite attirer l'attention : avoir monétisé une partie de la dette, avoir racheté une partie de la dette grecque sur réduction dans ces conditions, c'est faible. Même si techniquement en terme de signal donné au marché, c'est très important. Simplement, il ne faut pas considérer que cela donne à la Banque centrale un droit de regard sur la gestion des finances publiques elles-mêmes. C'est cet aspect-là qu'il faut regarder de très près.

**Touteurope : La Commission européenne aurait-elle pu jouer un autre rôle ?**

**Pervenche Berès :** La Commission européenne aurait du être plus combative et exercer plus son droit d'initiative. Je sais bien qu'il y a un certain nombre d'Etats au sein du Conseil qui ne voulaient pas en entendre parler. Qui considéraient que les Grecs devaient sentir la douleur des marchés. Ce n'est pas le rôle de la Commission européenne de partager ou de prendre en compte à ce point les arguments de tel ou tel Etat.

Je m'étonne qu'il n'y ait pas eu un débat plus animé au sein du Conseil sur la question de venir en aide à la Grèce. Je connais l'argument qu'il n'est pas bon de montrer des divisions. Si vous menez un débat public dessus, il y a des risques que le marché les interprète comme des signes d'inquiétudes. De toute façon, le marché était inquiet et il eut mieux valu accélérer le débat

et avoir le courage de le mener de manière plus radicale que d'attendre 3 mois.

**Touteurope : Comment éviter que cela recommence ?**

**Pervenche Berès :** Si on ne stoppe pas les causes de la crise, cela ne sert à rien. Ces causes sont liées au fait que la gouvernance de la zone euro est inachevée. Le pacte de stabilité est daté, car élaboré à un moment où les questions de l'action publique et de l'emploi n'étaient pas dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui.

Conformément au traité de Lisbonne (article 122.2 TUE), «Lorsqu'un État membre connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison de catastrophes naturelles ou d'événements exceptionnels échappant à son contrôle, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut accorder, sous certaines conditions, une assistance financière de l'Union à l'État membre concerné».

Il était important de toutes les façons de mettre en oeuvre l'article 122 du Traité de Lisbonne.

Jusqu'à présent, on n'a fait que définir une «discipline» budgétaire commune. Je voudrais qu'on définisse une «stratégie» budgétaire commune. Cela voudrait dire définir un diagnostic partagé et une identité de ce que doivent être les politiques économiques menées par les différents Etats membres pour que la zone euro fonctionne bien.

Il est nécessaire aussi de combattre l'aggravation des divergences de compétitivité qu'on a observées au cours des 6 derniers mois. Ce qui s'est passé en Grèce, c'est la démonstration du caractère non durable des divergences de compétitivité qu'on avait clairement identifiées avant que tout le monde ne se préoccupe plus que d'une seule chose, de Leman's brother.

Une fois qu'on a élaboré cette stratégie commune, dans l'évaluation des situations des différents Etats membres, et c'est là où la question du pacte de stabilité intervient, il faut aussi regarder des critères qu'on a très mal regardés jusqu'à présent comme la création d'emploi (notamment vis-à-vis des jeunes).

Touteurope.fr daté du 11 mai 2010

### La stratégie d'union du parti social-démocrate suédois

Les sociaux-démocrates, les Verts et les communistes se sont engagés dans une stratégie d'union qui se traduirait, en cas de victoire lors des prochaines élections législatives de septembre, par la première coalition rouge-verte de l'histoire politique suédoise. Mona Sahlin, secrétaire nationale des sociaux-démocrates, a décidé de travailler avec les secrétaires des Verts (Miljöpartiet) -Maria Wetterstrand et Peter Eriksson- et le secrétaire national du parti de gauche (le Vänsterpartiet) -Lars Ohly- pour préparer une alternative à l'alliance des partis conservateurs et libéraux. Cette décision tripartite date du 7 décembre 2008, après la révision du choix initial de présenter une plate-forme commune avec les seuls Verts. La crise économique et l'érosion de la base électorale de la gauche ont poussé les sociaux-démocrates à rassembler l'ensemble des forces de gauche pour

poser les conditions d'une alternance réelle et crédible lors des prochaines échéances électorales. Cette coalition formelle va bien au-delà des formats adoptés précédemment. Lors des élections législatives de 2002, les sociaux-démocrates, ayant obtenu près de 40% des voix, avaient pu gouverner avec le soutien du parti de gauche et des Verts sans qu'une coalition ne soit formée.

C'est aussi la première fois que les sociaux-démocrates collaborent avec le parti de gauche. Les relations entre les deux partis ont longtemps été conflictuelles en raison de la profonde méfiance nourrie par les sociaux-démocrates à l'égard de l'ex-URSS. Le parti de gauche a organisé son 38e Congrès du 7 au 9 mai 2010 à Gävle ; Lars Ohly y a été conforté dans la ligne politique à conduire au sein de la coalition rouge-verte. En cas de victoire électorale, il serait ainsi le premier membre du parti de gauche à obtenir un portefeuille ministériel. Le parti de gauche semble avoir tempéré certaines de ses positions pour élaborer le programme de la coalition. Il continue néanmoins de s'opposer à l'éclosion des écoles libres et privées et souhaite, au plan international, un retrait des troupes suédoises d'Afghanistan et la fermeture des bases militaires américaines dans le monde (projet avalisé par les sociaux-démocrates bien que cela n'entre pas dans la ligne habituelle de leur politique étrangère). Le parti de gauche est également favorable à une hausse d'impôt à hauteur de 55 milliards de couronnes suédoises alors que les Verts souhaitent limiter cette hausse à 17 milliards.

Les Verts ont quant à eux organisé leur Congrès du 14 au 16 mai à Uppsala. L'événement fut l'occasion de rappeler que les Verts constituent la troisième force politique du pays, après les Conservateurs et les sociaux-démocrates. Les sondages (Institut Sifo) indiquent que Maria Wetterstrand, l'une des porte-paroles écologistes, est très populaire et qu'une victoire électorale de la coalition serait remportée grâce à la forte progression des écologistes. Ces derniers ont des positions eurosceptiques assez prononcées (ils sont ainsi hostiles à l'entrée de la Suède dans la zone Euro, contrairement aux sociaux-démocrates, et ont récemment appelé à un retrait de l'Union européenne) et souhaitent bénéficier de leur poussée lors des dernières élections européennes pour affirmer leur indépendance au sein du paysage politique suédois.

Au-delà de l'union de principe, qui se façonne et se renforce depuis deux ans, le bloc rouge-vert devra effectuer des compromis pour pouvoir maintenir sa cohésion. Certains accords ayant déjà été réalisés (en matière de soutien financier aux communes, à l'éducation et à l'emploi, par exemple), ceux qui restent à trouver dépendront du niveau de popularité de chacun des partis mais contiennent un potentiel de division (sur des questions telles que le service militaire, les exportations d'armes, la santé publique, l'assurance chômage, les écoutes policières abusives, l'impôt sur la fortune, le périphérique de Stockholm, entre autres). De nombreux électeurs restent encore indécis et la campagne se personnalise de plus en plus, ce qui engendre plus d'incertitudes. Si Fredrik Reinfeldt, l'actuel premier ministre conservateur, jouit d'une certaine aura, ce n'est pas le cas de ses colistiers au gouvernement. Mona Sahlin peine à s'imposer, mais la popularité des écologistes joue pour l'instant en faveur de l'alliance rouge-verte.

Christophe Premat, FFE (section de Suède)

## Asie

### Une nouvelle sinologie,

Le pouvoir et l'influence de la Chine grandissent, mais l'avenir du pays reste toutefois incertain. Afin de saisir quel rôle jouera la Chine dans le façonnement de l'ordre mondial, nous devons la comprendre de façon plus approfondie et nous engager plus clairement auprès d'elle.

Penseurs et écrivains australiens s'intéressent depuis longtemps à la Chine, comme ce fut le cas du tout premier correspondant permanent en Chine pour le Times, M. George E. Morrison. Ces penseurs ont toujours été conscients du fait que la connaissance de la Chine ne pouvait être appréhendée qu'en comprenant les histoires, la littérature et les philosophies de son passé. Il s'agit là d'une tradition d'analyse à la fois passionnée et compatissante, mais toutefois réaliste.

Afin d'étudier l'avenir de la Chine, nous devons mieux comprendre son extraordinaire histoire, y compris sa longue série de réformes et son engagement auprès de l'étranger. C'est une tâche difficile. Même en Chine, il existe de nombreuses visions contradictoires sur l'histoire du pays, sur son présent, comme sur son avenir. C'est la raison pour laquelle nous mettons en œuvre l'Australian Centre on China in the World (le Centre australien sur la Chine dans le monde) à l'Université nationale australienne. Le Centre sera une institution internationale destinée à élargir les connaissances relatives à la Chine, et à promouvoir le dialogue avec cette nation. Il sera spécifiquement axé sur le rôle de la Chine «dans le monde».

Le Centre sera fondé au moment où la Chine change de manière remarquable, générant ainsi un fort intérêt pour le rôle qu'elle envisage de tenir pour son propre avenir. Certains perçoivent de manière intransigeante la montée de la Chine comme une menace pour l'ordre mondial actuel. Certains affirment au contraire qu'un nouveau «consensus de Beijing» devrait remplacer le «consensus de Washington». Il y a de nombreuses positions plus mitigées entre ces deux modes de pensée. Il est vrai qu'il existe de nombreuses vues contradictoires au sujet de la Chine et de son avenir, et ces opinions divergentes viennent autant du peuple chinois que de l'étranger.

La Chine a grandement tiré profit de ses réformes de politique économique intérieure et de son engagement économique mondial. Mais un débat subsiste toujours au sein même du pays, portant sur cette réforme. Des discussions internationales se tiennent également au sujet de l'avenir de la Chine. Certains s'interrogent sur la façon dont les droits de l'homme y sont gérés, et sur la mise en place d'un système juridique véritablement transparent et indépendant. Et les amis de la Chine souhaitent également que le système économique chinois se développe, de façon à intégrer complètement la Chine et ses habitants à une économie mondiale globalisée.

Il est tout à fait naturel qu'une Chine grandissante poursuive ses intérêts à l'échelle mondiale. Et je pense que ce pays reconnaîtra son propre intérêt fondamental à travailler avec, et non contre, le système international qui l'a si bien servi au cours des dernières décennies. Nous percevons cet aspect dans le rôle que joue la Chine au sein du G20, où elle a établi un partenariat avec d'autres économies majeures pour répondre à la crise économique mondiale. La Chine travaille également avec la communauté interna-

tionale, en vue de répondre aux enjeux du changement climatique, bien qu'elle doive assumer un plus grand rôle de leader sur cette question essentielle.

La Chine s'est aussi grandement engagée auprès des nations de la région Asie-Pacifique, et partage de manière encourageante l'objectif de l'Australie visant à construire l'architecture régionale qui permettra de gérer les enjeux à venir.

La contribution de la Chine à l'ordre mondial est indéniable. Mais il reste encore beaucoup à faire. La Chine peut, et devrait faire plus pour soutenir les efforts internationaux réalisés dans le cadre des enjeux sécuritaires, comme en Afghanistan et en Iran. Le fait que la Chine s'engage à tous les niveaux en tant que participante-clé au maintien et au renforcement d'un ordre stable et basé sur des règles, est une bonne chose pour elle et pour le reste du monde.

Pour saisir le rôle que la Chine va, pourra et devra jouer dans la formation de l'ordre mondial, nous devons comprendre ce pays de façon plus approfondie et nous engager plus clairement auprès de lui à tous les niveaux. Je pense qu'il est temps qu'une nouvelle sinologie voie le jour.

Cette démarche doit aller au-delà des vieux concepts du fan-Hua ou du qin-Hua de la guerre froide, qui signifient respectivement le fait d'être contre ou en faveur de la Chine. La réalité est plus complexe que cette vieille opposition binaire ne le suggère. Nous devrions être en mesure de communiquer à la Chine des opinions basées sur nos valeurs et sur nos croyances, sans que la grande amitié qui lie l'Australie à la Chine, ou la Chine à l'Australie soit remise en question. Nous avons besoin d'un dialogue plus élaboré, d'une nouvelle façon d'avancer pour une grande puissance grandissante.

Je souhaiterais que ce dialogue soit basé sur le principe de zhen-gyou. Un zhengyou est un ami sincère, un partenaire qui voit au-delà des avantages immédiats, et pour qui dire la vérité est la fondation d'une amitié profonde et sincère.

Pour l'Australie, il s'agit d'être en mesure de parler clairement à la Chine lorsque ses intérêts sont engagés, et de s'attendre à la même chose de la part de la Chine : un dialogue basé sur le respect, la compréhension et la reconnaissance réciproque de nos valeurs. Ce nouveau principe d'engagement et de compréhension est aussi important pour la Chine qu'il l'est pour l'Australie et l'Occident dans son ensemble.

Kevin Rudd  
premier ministre travailliste de l'Australie

Cet article est extrait de la 70e Conférence George-E.-Morrison, présentée par le premier ministre australien lors du lancement de l'Australian Centre on China in the World.

## Brèves

### Abbas pour un dialogue entre organisations palestiniennes et israéliennes

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a appelé samedi 24 avril dernier à « un dialogue politique ouvert entre les forces politiques palestiniennes et israéliennes, et nous

sommes prêts à l'entamer, sans exception» .

Un tel dialogue se ferait selon lui sur la base d'une acceptation par les deux parties d'une solution du conflit israélo-palestinien fondée sur la création d'un Etat palestinien vivant aux côtés d'Israël.

Il s'est dit également en faveur d'un tel dialogue, direct, avec les organisations juives du monde, lors d'une allocution devant des responsables de son parti, le Fatah.

«Nous sommes prêts à entamer un dialogue responsable, car nous savons que 84% des Israéliens souhaitent la paix (...), et que la grande majorité des Palestiniens et des Israéliens veulent une paix véritable», a souligné M. Abbas.

L'appel du président Abbas survient alors qu'il refuse d'engager des pourparlers directs avec Israël tant que l'Etat hébreu n'aura pas décidé d'un gel complet de la colonisation.

## Crise politique au Japon

En fonction depuis huit mois, Yukio Hatoyama (PJD) a démissionné ce 2 juin. Sa décision de maintenir la base américaine de Futenma à Okinawa, en dépit de ses promesses électorales, a laminé sa crédibilité au même titre que les affaires de financement politique. Il s'efface pour laisser une chance au PJD de remporter les élections sénatoriales de juillet. Il était le premier Premier ministre de centre gauche à diriger le pays depuis plus de cinquante ans. Il est aussi le quatrième chef de gouvernement, en quatre ans, à ne pas achever son mandat.

Le Premier ministre, qui avait débuté son mandat avec une très forte popularité de plus de 70%, est passé sous la barre des 20% d'opinions favorables, notamment en raison de ses volte-face et son manque de décision.

Le plus grand reproche que lui font les Japonais est d'avoir rompu sa promesse électorale au sujet de la base d'Okinawa.

Ce renoncement a fait voler en éclats la coalition gouvernementale. Le Parti Social-Démocrate, opposé au maintien de la base, a quitté le gouvernement et rejoint l'opposition.

## La victoire «inutile» du CSSD

Au terme d'une campagne interminable, la République tchèque devrait être gouvernée par un cabinet de centre-droit, unique possibilité car aucune autre coalition théorique ne serait capable de s'assurer la majorité nécessaire.

Les partis de droite (ODS, TOP 09) et une formation centriste (Affaires publiques VV) bénéficient ensemble d'une majorité assez confortable de 118 des 200 sièges au sein de la chambre basse.

Bien qu'arrivé en tête du scrutin avec 22,1%, les sociaux-démocrates du CSSD ne dispose en commun avec les communistes (KSCM) que de 82 sièges à la chambre basse, les Verts ayant perdu toute représentation parlementaire.

Le vice-président du CSSD, Bohuslav Sobotka, assure l'intérim après la démission de Jiri Paroubek.

## Rencontres

Jean-Christophe Cambadélis a reçu **Hind Khouri, représentante de l'Autorité palestinienne en France** au siège du PS vendredi 28 mai.

**Pour Nyrup Rasmussen** s'adressera aux parlementaires socialistes et au Bureau national du PS le 15 juin prochain.

**Valter Pomar, ancien secrétaire national du Parti des travailleurs** du Brésil et représentant de son parti au Forum de São Paulo a été reçu au siège du PS par Jean-Jacques Kourliandsky, Karim Pakzad et Pierre Kanuty le 12 mai dernier.

Martine Aubry a rencontré l'ensemble des **ambassadeurs des pays de l'Union européenne** avec Jean-Christophe Cambadélis et Harlem Désir, elle rencontrera les ambassadeurs des pays arabes prochainement.

## Communiqués de presse

Communiqué de Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire nationale du PS chargé de l'Europe et des relations internationales

### **Le PS s'inquiète de la situation en Thaïlande** 19 mai 2010

Le Parti socialiste exprime ses vives inquiétudes face à l'évolution de la situation en Thaïlande. Il déplore l'explosion de violence qui a embrasé la capitale du pays au cours de la journée du 19 mai et qui est le résultat d'une escalade qui dure depuis plusieurs semaines.

Il appelle le gouvernement et l'armée à l'arrêt de la violence et à la reprise immédiate des négociations avec l'opposition.

Il demande à toutes les organisations internationales, l'ONU, l'Union européenne et l'ASEAN, d'user de leur influence pour empêcher la dégradation d'une situation qui risquerait de déboucher sur une guerre civile.

### **Tension entre les deux Corées**

20 mai 2010

Une commission d'enquête internationale a conclu hier que le naufrage d'une corvette sud-coréenne, survenu le 26 mars dernier et provoquant la mort de 46 marins, est dû au tir d'une torpille nord-coréenne.

Le Parti socialiste condamne cet acte irresponsable et belliqueux de la Corée du Nord et les déclarations de Pyongyang faites hier menaçant la région d'une « guerre généralisée ».

Il souhaite que l'ONU et tous ceux qui peuvent avoir une influence auprès des deux Corées, notamment la Chine et les États-Unis, en usent pour faire baisser la tension.

Le Parti socialiste, attaché à la paix et la stabilité régionale, demande la reprise immédiate aussi bien des négociations multipartites sur le programme nucléaire nord-coréen que du dialogue entre les deux Corées.

### **Iran : Libération de Jafar Panahi**

25 mai 2010

Le cinéaste iranien Jafar Panahi a été libéré sous caution mardi après trois mois passés en prison. Son arrestation, il y a trois mois, avait soulevé une vague de protestation et d'indignation dans le monde.

Le Parti socialiste se réjouit de la libération de Jafar Panahi. Il demande la libération de tous les prisonniers d'opinion en Iran et appelle les forces de progrès et de liberté dans le monde à rester mobilisées pour soutenir les forces démocratiques iraniennes dans ses revendications légitimes.

Communiqué de Pouria Amirshahi, secrétaire national à la coopération, à la francophonie, à l'aide au développement et aux droits de l'homme, Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national à l'Europe et aux relations internationales, Laurence Rossignol, secrétaire nationale à l'environnement et au développement durable et Michel Sapin, secrétaire national à l'économie

### **Le Parti Socialiste français soutient la pétition citoyenne «Robin des Bois» pour la taxation des transactions financières (TTF).**

28 mai 2010

Le Parti socialiste français est signataire de la pétition lancée par des organisations syndicales, écologiques, de solidarité internationale et le mouvement citoyen international, appelant les leaders du G20, dont Nicolas Sarkozy, à mettre en place une taxation globale des transactions financières (TTF), lors du sommet de juin prochain, à Toronto.

Cette initiative est en cohérence avec les demandes du PSE en faveur d'une taxation sur les transactions financières, et elle est soutenue par de nombreux partis socialistes européens, parmi lesquels le SPD et le SPÖ.

Une taxe, même à un taux très faible, sur les 6000 milliards de dollars qui s'échangent quotidiennement sur les marchés financiers, jouerait un rôle de responsabilisation et stabilisation des acteurs du système, dont la spéculation a provoqué les dégâts que l'on connaît.

Surtout, cet outil fiscal dégagerait chaque année des ressources considérables, permettant d'agir en réponse aux défis globaux du XXI<sup>e</sup> siècle : lutte contre la pauvreté, aide au développement, financement de l'adaptation pour les pays les plus vulnérables au changement climatique, lutte contre les pandémies etc...

Au sein des États de la zone Euro, alors que les plans de rigueur se succèdent, il est enfin temps de faire un pas vers la régulation financière, et de faire preuve de solidarité.

Retrouvez cette initiative à l'adresse [www.makefinancework.org/?lang=fr/](http://www.makefinancework.org/?lang=fr/)

Communiqué de Martine Aubry, Première secrétaire

### **Flottille pour Gaza**

31 mai 2010

Le Parti socialiste condamne avec la plus grande fermeté l'usage de la force, inacceptable et disproportionné contre des bateaux acheminant de l'aide humanitaire à la population de Gaza, et l'intervention dramatique de l'armée israélienne qui a conduit à la mort de plusieurs civils.

Nous demandons une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité de l'ONU et une enquête afin que toute la lumière soit faite sur les circonstances exactes de cette attaque et que les responsabilités de ce drame soient établies.

Le Parti socialiste réaffirme sa conviction qu'il n'y a pas d'issue dans l'escalade des tensions et de la violence au Proche-Orient. Il demande l'arrêt immédiat des violences dans la région et le retour à la recherche de solutions politiques et négociées au conflit du Proche-Orient.

Enfin, l'urgence pour la population de Gaza est de pouvoir bénéficier de l'aide humanitaire dans les meilleurs délais. Le Parti socialiste demande la fin du blocus de Gaza.

Communiqué de Pouria Amirshahi, Secrétaire national à la coopération, à la francophonie, à l'aide au développement et aux droits de l'homme

### **Sommet France-Afrique de Nice : un bilan tout sauf convaincant**

1er juin 2010

Le lien singulier de la France avec l'Afrique a besoin d'une refondation, qui ne saurait se résumer à cette simple relation « décomplexée » que le président Sarkozy appelle de ses vœux. Pourtant, plus trois ans après l'élection de Nicolas Sarkozy, il est légitime de se demander en quoi il a jusqu'ici œuvré pour le renouveau ou la croissance économique. Au plan démocratique, la « Françafrique » n'a pas reculé et, bien au contraire, semble chaque jour reprendre de la vigueur. On ajoutera que la défense des valeurs de la France, pays des Lumières et des droits humains, n'est pas compatible de manière manifeste avec le discours plein de condescendance prononcé à Dakar en 2007 et jamais démenti depuis.

Le changement concret doit être celui d'un soutien au développement du continent, et si la sécurité en est une dimension importante, la promotion d'une réforme du conseil de sécurité qui garantirait un siège permanent à l'Afrique ne peut tenir lieu à lui seul de nouvelle politique de coopération française à l'égard de l'Afrique.

La refondation de notre coopération passe en particulier par :

- un renforcement des moyens de l'aide bilatérale en faveur de l'éducation, de la formation et de la construction des systèmes éducatifs du primaire au supérieur ;

- un renforcement de la francophonie, une référence étrangement absente de l'allocution du président Sarkozy comme si le partage d'une langue commune avec les presque 100 millions de francophones africains ne comptait pas. C'est la promotion des cultures francophones qui permettra d'affermir cette solidarité de l'esprit dont parlait le président Senghor quand il évoquait le rôle et l'objectif de l'Organisation internationale de la francophonie et qui sera la base d'une relation égalitaire entre partenaires adultes.

- un soutien aux financements français auprès d'investisseurs africains par une réorientation de l'activité de l'AFD au profit des PME pour une solidarité concrète, locale et productive.

- une Aide publique au développement refondée dans ses bases et son ambition : les objectifs du Millénaire, bientôt révisés, comme feuille de route permanente, l'accès aux médicaments, le développement de la souveraineté alimentaire et, surtout, une remise en cause de la politique systématique de prêts au profit d'une politique de dons, d'échanges et de coopérations basés sur des objectifs contra-cycliques.

Entre l'Afrique et la France, il est temps de passer à une coopération, basée sur l'égalité, la confiance, et la solidarité. Il est grand temps d'ouvrir la voie à une indépendance véritable entre la France et l'Afrique, fondée non plus sur le pillage des ressources naturelles du continent, mais sur l'ambition commune du développement économique, social et démocratique de l'Afrique. Sur ce terrain, le bilan du président de la République est tout sauf convaincant.